

A propos de la première manifestation publique en défense de l'habitat léger et écologique dans les Monts d'Arrée

Un heureux hasard de circonstances a permis de mettre en lien les individu-es mobilisé-es en soutien aux deux personnes auditionnées par la gendarmerie de Huelgoat et d'autres acteurs et actrices du territoire rassemblées à l'occasion de la commémoration du 11 novembre devant le monument aux morts.

La présence de la députée de la circonscription, Mélanie Thomin, et du maire de la commune, a été judicieusement utilisée par des personnes référentes de cette mobilisation et les premier-es concerné-es pour interpeller l'élue à l'écart du rassemblement et lui faire part du problème et plus généralement de la question du logement dans les Monts d'Arrée.



Des acteurs et actrices
de la défense
du territoire
en discussion
avec madame
la députée
Mélanie Thomin

Bien que la députée ne puisse intervenir dans une affaire judiciaire, on peut quand même espérer que la défense de cette question soit en de bonnes mains bienveillantes. En effet les questions du territoire, de la jeunesse et de la défense font partie des domaines où notre élue s'est distinguée récemment dans son précédent mandat. Elle a rédigé, avec une collègue, un rapport sur « *Défense et territoires : quels rôles pour les acteurs du territoire dans la défense nationale ?* »

On peut lire quelques unes de ses prises de positions dans le compte-rendu de la séance du 22 mai 2024 débattant de son rapport devant la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale (disponible ici : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/comptes-rendus/cion_def/116cion_def2324062_compte-rendu#)

Avant d'en proposer quelques extraits et pour les personnes prises par leurs importants engagements, voici ses derniers propos (soulignés en gras par endroits par le copiste) : « Pour conclure, je voulais partager avec vous l'un des conseils que les Suédois ont inclus dans leur livret et que j'ai trouvé fascinant. La recommandation était encadrée en rouge : « **En cas d'invasion de notre pays, ne vous rendez pas à l'ennemi et résistez** ». J'ai trouvé cela magnifique. »

« [Au regard du contexte passé (attentats terroristes, crise sanitaire) et présent (guerre en Ukraine)] Je poursuis sur la nécessité d'un réveil stratégique. [...] **Bien que la dissuasion nucléaire demeure un outil crédible pour protéger nos intérêts vitaux, la France ne peut plus ignorer le risque de voir son territoire visé par plusieurs formes de guerres insidieuses** telles que le terrorisme, les cybermenaces et autres menaces désinformationnelles. [...]

Si les militaires jouent un rôle salubre et de premier plan dans la planification et la conduite des opérations de défense du territoire, ceux-ci ne sauraient se voir attribuer l'exclusivité de la responsabilité. [...] **Les élus communaux, départementaux, régionaux et nationaux, du fait de leur ancrage local** et leur connaissance du paysage citoyen et économique, pourraient – et demandent – à s'engager davantage dans cet objectif commun. **Ils contribuent ainsi à conforter les forces morales de la nation** et à planifier notre capacité collective à résister aux évidentes menaces qui nous entourent. **Les élus locaux pourraient ainsi mettre fin au désintérêt du peuple pour ses forces armées, en jouant un rôle fort de connexion entre les élus, le monde militaire et le citoyen.** [...]

Enfin, ma collègue [Patricia Lemoine, du groupe Renaissance] et moi-même sommes persuadés que les entreprises de la BITD [base industrielle et technologique de défense], à travers leur maillage territorial, ainsi que de nombreux acteurs économiques, ont un rôle important à jouer en matière de défense. [...]

Nous estimons désormais indispensable de territorialiser la politique de défense et de permettre à tous les acteurs de se mobiliser pour la défense du pays : les collectivités territoriales, les acteurs associatifs, les entreprises de la BITD et l'ensemble des citoyens. L'objectif est de conférer au territoire national, hexagonal et ultramarin, une résilience de long terme face aux menaces susceptibles de l'affaiblir. [...]

Depuis quelques années, la volonté de relocaliser certaines industries de défense pour retrouver de la masse sur le territoire national a pris de l'ampleur, notamment suite à la crise sanitaire du Covid-19 et à l'attaque russe en Ukraine. **Cette relocalisation s'inscrit en cohérence avec le schéma d'économie de guerre souhaité par le Président de la République, Emmanuel Macron.** [...]

Notre rapport aborde la question des correspondants de défense. Cette fonction relevant des conseils municipaux a été instituée en 2003. Les correspondants de défense sont désignés parmi les membres du conseil municipal. Leur mission est de **promouvoir l'esprit de défense au sein de leur commune en soutenant des projets pédagogiques en lien avec les établissements scolaires** et en organisant des événements de sensibilisation de la jeunesse. Le niveau d'information des correspondants de défense reste souvent trop sommaire, bien qu'ils aient reçu le guide pratique du ministère des armées en 2023. Ils bénéficient parfois du soutien des DMD [Délégués militaires départementaux], qui sont les officiers généraux des zones de défense et de sécurité au niveau départemental. [...]

La conflictualité contemporaine et ses nouveaux champs d'expression nous invitent à remettre la notion de défense territoriale au cœur de nos priorités, que ce soit en France ou à l'étranger. Cela inclut l'organisation de nouveaux exercices militaires, pensés de manière à **redonner de la visibilité aux armées dans nos territoires.** [...]

Nos armées ne bénéficiaient jusqu'ici que d'une trop faible visibilité, en raison des réformes mises en place après la suspension du service militaire. L'exercice Orion 2023, a permis de relier les citoyens et les armées sur le territoire dans un format de terrain libre et d'interaction avec la population. Cet exercice, qui s'est déroulé en quatre phases, marque le retour des grands exercices sur le territoire national, à l'image de l'exercice franco-allemand Kekerspatz mené en 1987. **Étant donné sa dimension, un lourd travail des populations locales a dû être mené en amont par les militaires.**

À l'issue de notre mission, nous sommes parvenues à la conclusion qu'il existait des marges d'amélioration pour **renforcer le rôle des territoires dans la défense**

nationale. Bien plus que de « marges », on pourrait parler de véritables « boulevards » pour investir cette question de la défense territoriale. [...]

Premièrement, il est évident que la défense et la sécurité, notamment cyber, connaissent un renouveau territorial. Nous faisons de nombreuses propositions en ce sens.

Deuxièmement, **nous appelons de nos vœux une plus forte implication du citoyen**, qui passe en premier lieu par l'augmentation des réservistes au plus près de leur territoire de vie, ainsi que la nécessité de travailler à une appropriation culturelle de la défense par tous les acteurs. Contrairement aux idées reçues, l'esprit de défense n'est aucunement en déperdition chez les jeunes de France, ce qui est un vrai motif de satisfaction.

Troisièmement, nous recommandons que le Parlement, émanation de la nation et des territoires, des citoyens, soit un véritable organe démocratique de contrôle de la politique de défense.

Quatrièmement, les collectivités locales doivent devenir des acteurs à part entière de la défense civile en appui de notre défense militaire.

Enfin, nous avons fait des propositions concernant la BITD, qui est évidemment au cœur du maillage territorial et économique de la nation. [...]

Pour être élue municipale dans une commune rurale du Finistère et conseillère d'agglomération, je confirme que c'est bien à cet échelon que nous souhaitons voir certaines de nos propositions se concrétiser.

Nous proposons d'instaurer un système de conseil de sécurité et de défense locale à l'échelon territorial. [...] Nos collectivités ont l'habitude de collaborer face aux aléas climatiques, ce qui est une bonne chose, mais il y a un véritablement un champ à renforcer sur les enjeux de défense. Cet espace de rencontre réunirait des élus locaux, les services déconcentrés, des représentants entrepreneuriaux notamment des entreprises d'importance vitale, des parlementaires et des représentants militaires. Il s'agirait de se préparer, en temps de paix, à toute éventualité.[...]

Par ailleurs, nous proposons d'activer une politique municipale de recensement des citoyens ayant des compétences utiles à la défense nationale. Il ne s'agirait pas seulement des réservistes. Nous suggérons la création d'un fichier respectueux du RGPD [Règlement général pour la protection des données] pour recenser des individus susceptibles de contribuer efficacement à la continuité de l'activité, tels que les réseaux d'assistantes maternelles, les transporteurs routiers, sanitaires, logistiques, les infirmiers libéraux, les ingénieurs, les travailleurs médico-sociaux, les personnels de l'Éducation nationale, les agents communaux, les entreprises de pompes funèbres, les retraités des armées, les pompiers ou autres retraités civils ayant des compétences particulières. L'objectif est d'optimiser les compétences disponibles et de connaître le vivier local à disposition en cas de crise majeure. [...] »

Le président de la commission, Thomas Gassiloud, conclut l'audition : « Votre rapport offre une nouvelle impulsion pour mobiliser les territoires en matière de défense. Cela inclut des aspects concrets tels que le logement, la petite enfance, l'emploi du conjoint, **l'accompagnement de la BITD ou l'acceptation des nuisances, par exemples liées aux champs de tir.**

Il s'agit donc de développer un esprit et une culture de défense, par l'organisation de cérémonies mémorielles, par une aide à la compréhension des enjeux géopolitiques actuels et par un soutien moral à nos armées. Il n'y aura pas de réarmement moral de la nation tout entière sans un réarmement moral depuis les territoires. »

Suit une série d'interventions et de questions des représentants de groupes, précédée d'**une félicitation unanime de ces représentants pour la qualité de ce rapport** (Renaissance, Rassemblement National, LFI - NUPES, Les Républicains, Démocrates, Horizons et Indépendants, Socialistes [groupe d'appartenance de notre députée, dont elle est la porte-parole], LIOT).

Parmi les réponses, notre députée note : « Il est essentiel de consolider ce type d'entreprises [production de petites munitions] touchant aux fonctions vitales et stratégiques de la France. Il nous faut davantage mettre en avant les fonctions vitales de notre pays, parfois oubliées au nom de la rentabilité économique. [...]

Il redevient essentiel d'affirmer que les initiatives de défense peuvent être décentralisées et que nos territoires peuvent s'emparer de ces sujets. Parmi les différents acteurs, **l'Éducation nationale joue un rôle clé**. Tout dépend du programme que nous voulons insuffler à l'école en matière de défense. Le fait que l'école s'empare de ces sujets constituera une grande opportunité d'appropriation en lien réel des enjeux de défense. [...]

On touche là à la question centrale de l'engagement des jeunes dans notre pays. Il se trouve que de nombreuses bases et sites militaires sont situés dans des zones rurales ou périurbaines, où la question des mobilités est cruciale. Bien que les billets soient remboursés, il est nécessaire de réfléchir aux moyens à mettre à disposition pour accompagner les jeunes. Dans les outre-mer, le SMA [Service militaire adapté] est perçu comme utile pour passer son permis de conduire de manière pratique. C'est là une mesure importante qu'il faudrait consolider et valoriser dans les parcours des jeunes, notamment en traduisant cet engagement par des crédits universitaires.

L'aide à la mobilité est un enjeu majeur pour permettre à chacun de se déplacer comme il se doit. Dans mon département le Finistère, très pourvu en bases, traverser la rade de Brest reste un défi. Les transports en commun ne desservent pas les petites communes voisines, même dans les zones très militarisées, créant des situations de blocage en raison des zones blanches de transport. [...]

Dans le Finistère par exemple, que nous avons eu l'occasion de l'auditionner, le DMD a la chance d'officier dans un territoire très animé en matière de politique de défense. Il a donc matière à travailler, mais pour harmoniser le territoire national, une réflexion approfondie est nécessaire. »

Clôture de la cérémonie
le 11 novembre 2024
à Huelgoat

